

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

20 OCTOBRE 1993

PROPOSITION DE RESOLUTION

**sur la nécessité de mettre en
œuvre un programme d'urgence
pour résoudre le problème des
demandeurs d'asile et des étrangers
en séjour illégal en Belgique**

(Déposée par MM. Beysen et Dewael)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Notre pays est devenu un refuge pour les demandeurs d'asile et les étrangers en séjour illégal. Les uns et les autres tentent de s'établir chez nous de manière définitive ou, du moins, pour un certain temps. Dans la plupart des cas, il ne s'agit pas de véritables réfugiés, mais de personnes qui sont simplement en quête d'un peu de prospérité.

Il y a en effet une différence essentielle entre les demandeurs d'asile et les réfugiés. Les demandeurs d'asile sont des étrangers qui ont introduit une demande afin que le statut de réfugié leur soit accordé conformément aux conditions prévues par la convention de Genève et selon la procédure organisée par notre loi sur les étrangers. Les réfugiés sont, quant à eux, des étrangers qui ont été reconnus comme tels conformément à cette procédure et qui peuvent donc séjourner légalement en Belgique. Les demandeurs d'asile non reconnus sont expulsés de notre pays et ceux qui demeurent malgré tout sur notre territoire deviennent des illégaux ou clandestins.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

20 OKTOBER 1993

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de noodzaak van een
urgentieprogramma om
het probleem van de asielzoekers
en de illegale vreemdelingen in België
op te lossen**

(Ingediend door de heren Beysen en Dewael)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Ons land is een toevluchtsoord geworden voor asielzoekers en illegale vreemdelingen. Zij trachten hier een vaste stek te vinden of zich minstens voor een bepaalde periode te vestigen. In de meeste gevallen gaat het niet om echte vluchtelingen, maar om mensen die gewoon op zoek zijn naar een stukje welvaart.

Er is inderdaad een wezenlijk verschil tussen asielzoekers en vluchtelingen. Asielzoekers zijn vreemdelingen die een aanvraag hebben ingediend om erkend te worden als vluchteling, overeenkomstig de voorwaarden van de conventie van Genève en volgens de procedure vervat in onze vreemdelingenwet. Vluchtelingen zijn vreemdelingen die overeenkomstig deze procedure zijn erkend en hier legaal kunnen verblijven. De niet-erkende asielzoekers worden uit het land gewezen; diegenen die hier toch blijven, worden illegaal.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

Le nombre de demandeurs d'asile a augmenté considérablement au cours des dernières années du fait que les intéressés ont souvent tiré parti de la lenteur de la procédure en matière d'asile pour pouvoir séjourner légalement en Belgique. Cette augmentation a été telle au cours des cinq dernières années que les dépenses afférentes à l'accueil des demandeurs d'asile et aux mesures d'accompagnement ainsi que la durée de l'examen des demandes ont dépassé les limites acceptables.

En ce qui concerne les demandeurs d'asile, il a été prévu au budget du ministère de la Santé publique pour 1992 un montant de 2 475 millions de francs pour leur accueil par les CPAS, un montant de 533 millions de francs pour les centres de la Croix-Rouge, un montant de 30 millions de francs pour leur accueil par les organisations privées et un montant de 25 millions de francs pour l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), afin de financer l'aide aux retours volontaires. Il s'agit donc, au total, d'un montant de 3 milliards de francs. Par ailleurs, un montant total de 118,3 millions de francs, dont 75,4 millions de francs ont été affectés, a été inscrit au budget du ministère de la Justice pour 1992 au profit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et de la Commission permanente de recours. Compte tenu du recrutement en 1993 de 186 agents supplémentaires pour l'Office des étrangers, le coût dépassera sans doute 4 milliards de francs, et il en sera certainement ainsi si les demandes d'asile continuent d'affluer chez nous au rythme de 3 000 par mois.

L'augmentation manifeste du nombre de demandeurs d'asile et d'illégaux, ces derniers étant généralement des demandeurs d'asile déboutés, suscite amertume, incertitude et insécurité parmi la population. Force est de constater à cet égard que notre pays ne dispose ni des moyens financiers, ni des emplois, ni des logements nécessaires à l'accueil d'un nombre élevé d'étrangers.

Le problème se situe sur quatre plans.

Il y a tout d'abord un arriéré de quelque 35 000 dossiers de demandes introduites par des demandeurs d'asile en vue d'obtenir le statut de réfugié. Il s'agit essentiellement, en l'occurrence, de dossiers traités selon l'ancienne procédure, dont une des caractéristiques était la lenteur.

Les dernières modifications qui ont été apportées à la législation sur le droit d'asile ne permettront pas de résorber immédiatement ce retard. L'accélération de la procédure en matière de demandes d'asile, combinée à des mesures de rattrapage, telles que le recrutement de personnel supplémentaire, ne produiront leurs effets que dans les années à venir.

Le nombre de demandes d'asile a été de 4 988 en 1988, de 8 166 en 1989, de 12 845 en 1990, de 15 298 en 1991 et de 17 754 en 1992. Alors que le nombre de demandeurs d'asile entrant sur le territoire oscillait encore entre 500 et 1 500 par mois entre le mois de janvier 1989 et le mois de janvier 1992, le nombre de demandes introduites début 1993, s'est en moyenne

Het aantal asielzoekers is de jongste jaren enorm toegenomen omdat de trage asielprocedure louter als middel werd gebruikt om hier legaal te kunnen verblijven. De aantallen groeiden de afgelopen 5 jaar zo onrustwekkend, dat de kosten voor opvang en begeleiding en de duur van de behandeling van de aanvragen uit de hand zijn gelopen.

Voor asielzoekers werd op de begroting van het ministerie van Volksgezondheid voor 1992 2 475 miljoen frank voor de opvang door de OCMW's, 533 miljoen frank voor de Rode Kruiscentra, 30 miljoen frank voor de opvang door privé-organisaties en 25 miljoen frank voor de Internationale Organisatie voor migratie (IOM) voor de hulp voor vrijwillige terugkeer uitgetrokken. Samen gaat het dus om meer dan 3 miljard frank. Op de begroting van het ministerie van Justitie 1992 werd voor het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en voor de Vaste Beroepscommissie in totaal 118,3 miljoen frank ingeschreven, waarvan 75,4 miljoen frank werd gerealiseerd. Gezien de bijkomende aanwerving in 1993 van 186 personeelsleden voor het Commissariaat-generaal en van 53 personeelsleden voor de Dienst Vreemdelingenzaken, zal de gezamenlijke kost wellicht 4 miljard frank overschrijden, zeker als de huidige toevloed van 3 000 asielzoekers per maand aanhoudt.

Het zichtbaar aangroeien van het aantal asielzoekers en illegalen, die doorgaans niet-erkende asielzoekers zijn, zorgt bij de bevolking voor een gevoel van wrevel, onzekerheid en onveiligheid. Essentieel daarbij is de vaststelling dat ons land niet het geld, het werk en de huisvesting heeft om een groot aantal vreemdelingen op te vangen.

Het probleem situeert zich op vier vlakken.

Ten eerste is er de achterstand van bijna 35 000 dossiers van aanvragen van het statuut van vluchteling, de zogenaamde asielzoekers. Het gaat hier vooral om dossiers die onder de vroegere trage asielprocedure vallen.

De onlangs vernieuwde asielwetgeving geeft geen onmiddellijke oplossing voor die achterstand. De combinatie van de versnelde asielprocedure en de inhaalmechanismen, zoals de aanwerving van bijkomend personeel, zullen pas in de komende jaren effect hebben.

Het aantal asielaanvragen bedroeg in 1988 4 988, in 1989 8 166, in 1990 12 845, in 1991 15 298 en in 1992 17 754. Terwijl het aantal binnenkomende asielzoekers tussen januari 1989 en januari 1992 nog schommelde tussen 500 en 1 500 per maand, was het aantal aanvragen bij de aanvang van 1993 gestegen tot gemiddeld 2 000 per maand, om in de lente te

élevé à 2 000 par mois, pour atteindre le chiffre de 2 500 par mois au printemps et plafonner, pendant les mois d'été, à 3 000 par mois. Le cap des 30 000 nouveaux demandeurs d'asile sera sans doute franchi en 1993, ce qui constitue une véritable escalade. En six ans, le nombre annuel a sextuplé. A l'heure actuelle, il entre plus de demandeurs d'asile en Belgique en deux mois qu'il n'en est entré au cours des douze mois de 1988.

Deuxièmement, vu l'efficacité croissante des procédures en matière d'asile appliquées dans les pays voisins, le choix de la Belgique comme terre de refuge devient plus attrayant aux yeux des demandeurs d'asile.

Troisièmement, l'absence de politique cohérente en matière d'expulsion et de dissuasion est elle aussi responsable de l'afflux ininterrompu d'étrangers qui, consciemment ou non, cherchent refuge dans notre pays ou y sont amenés par le biais de filières. Le rapatriement collectif, de gré ou de force, devient ainsi inéluctable. Les pays voisins, et surtout l'Allemagne, recourent, eux aussi, de plus en plus souvent au rapatriement et concluent à cet effet des accords avec les pays d'origine. Si l'on n'adopte pas la solution du rapatriement, la plupart des demandeurs d'asile déboutés continueront à vivre en Belgique dans l'illégalité et la procédure en matière d'asile n'aura plus aucun sens.

Selon des estimations du ministère de la Justice, il y aurait plus de 100 000 illégaux dans notre pays.

Enfin, le problème des demandeurs d'asile ne pourra être résolu qu'en mettant en œuvre, au niveau européen, une politique efficace en matière de coopération au développement qui s'attaque à la cause structurelle de l'afflux de demandeurs d'asile en améliorant les conditions de vie dans les pays concernés. Il faut, à cet effet, opter résolument pour un système de libre-échange. Nos pays doivent également exercer la pression nécessaire pour encourager le processus de démocratisation dans ces pays. La collaboration avec le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies (HCRNO) devrait aussi s'intensifier.

Pour toutes ces raisons, il s'impose de mettre en œuvre sans délai un programme d'urgence en vue de résoudre le problème des demandeurs d'asile et des illégaux. Ce programme doit permettre de réduire radicalement le nombre de dossiers de demande d'asile et de freiner l'arrivée de nouveaux demandeurs d'asile. En effet, le nombre de demandes de reconnaissance et d'illégaux ne baissera que si l'on constate dans les pays d'origine que nous menons une politique ferme en matière d'octroi de l'asile politique.

stijgen naar 2 500 per maand en nu, in de zomermaanden, pieken te halen tot 3 000 asielzoekers per maand. In 1993 zal wellicht de kaap van 30 000 nieuwe asielzoekers worden overschreden, wat een ware escalatie betekent. Op zes jaar tijd is het jaarlijks aantal verzesvoudigd. Nu komen er per twee maanden meer asielzoekers binnen dan in 1988 op een heel jaar.

Ten tweede wordt België, hoe efficiënter de asielprocedures in de ons omringende landen worden, in de ogen van de asielzoekers een aantrekkelijker alternatief als toevluchtsoord.

Ten derde veroorzaakt het uitblijven van een consequent uitwijzingsbeleid en een doordachte ontradingspolitiek de onophoudelijke toestroom van vreemdelingen die, al dan niet bewust, hier hun toevlucht zoeken of via netwerken naar hier worden gedirigeerd. Een gegroepeerde repatriëring, desnoods gedwongen, wordt aldus onomkoombaar. Ook onze buurlanden, en vooral Duitsland, voeren meer en meer de repatriëring uit en sluiten daartoe overeenkomsten af met de landen van herkomst. Indien niet wordt gerepatriëerd, zullen de meeste afgewezen asielzoekers hier in de illegaliteit verdwijnen en verliest de asielprocedure haar zin.

Volgens schattingen van de Minister van Justitie zijn er meer dan 100 000 illegalen in ons land.

Ten slotte moet de asielproblematiek worden gekoppeld aan een efficiënte politiek van ontwikkelingssamenwerking in Europees verband, om iets te doen aan de structurele oorzaak van de asielstroom door de levensvoorwaarden in de betrokken landen te verbeteren. Daartoe moet resoluut worden geopteerd voor een systeem van vrijhandel. Ook dient van hieruit de nodige druk te worden uitgeoefend ten gunste van het democratiseringsproces in die landen en is een intensievere samenwerking met het Hoog Commissariaat voor de vluchtelingen van de Verenigde Naties (UNHCR) wenselijk.

Om al die redenen is de uitvoering van een urgentieprogramma met betrekking tot het probleem van de asielzoekers en de illegale vreemdelingen dringend. Dit programma moet het huidige aantal dossiers van asielzoekers drastisch verminderen enerzijds en anderzijds de komst van nieuwe asielzoekers afremmen. Het aantal aanvragen tot erkenning en de aanwezigheid van illegalen zullen immers maar dalen als men in de landen van oorsprong vaststelt dat hier een kordaat asielbeleid wordt gevoerd.

E. BEYSEN
P. DEWAELE

PROPOSITION DE RESOLUTION

A.1. Le nombre de demandeurs d'asile s'est considérablement accru ces dernières années du fait que la lenteur de la procédure de reconnaissance du statut de réfugié a été exploitée pour pouvoir séjourner légalement en Belgique.

A.2. Du fait de l'afflux des demandeurs d'asile, dont le nombre atteint à l'heure actuelle 3 000 par mois en moyenne, les dépenses afférentes à l'accueil de ceux-ci et aux mesures d'accompagnement ainsi que la durée de l'examen des demandes ont dépassé les limites acceptables.

A.3. La nouvelle législation en matière d'asile, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1993, n'apporte pas de solution immédiate à l'énorme problème des 35 000 demandes d'asile actuellement en souffrance.

A.4. L'accélération de la procédure en matière d'asile, combinée aux dernières mesures de rattrapage, telles que le recrutement de personnel supplémentaire pour l'Office des étrangers et le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, auront pour effet d'accroître le nombre de demandeurs d'asile déboutés et, partant, le nombre d'illégaux.

A.5. L'attrait de la Belgique comme terre de refuge pour les demandeurs d'asile augmente à mesure que les procédures que nos voisins appliquent en matière d'asile deviennent plus efficaces.

A.6. L'absence de politique cohérente en matière d'expulsion et de dissuasion encourage l'afflux d'étrangers, qui sont souvent amenés dans notre pays par l'intermédiaire de filières.

B. Pour toutes ces raisons, la Chambre des représentants demande au Gouvernement d'élaborer dans le meilleur délai, en vue de résoudre le problème des demandeurs d'asile et des étrangers en séjour illégal en Belgique, un programme d'urgence qui comportera les mesures suivantes.

B.1. En ce qui concerne le problème de l'arriéré de 35 000 dossiers :

— la durée fixée par le Gouvernement pour la procédure en matière d'asile (6 mois, dont 2 mois pour l'examen de la recevabilité de la demande et 4 mois pour son examen sur le fond) doit être effectivement respectée;

— l'Office des étrangers doit signifier immédiatement l'annexe 26ter (l'ordre de quitter le territoire après avis défavorable du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides);

— le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides doit pouvoir disposer des moyens et du personnel nécessaires;

— l'Office des étrangers doit être réorganisé, en prévoyant les garanties requises pour qu'il fonctionne efficacement. Une radioscopie rapide et approfondie de ce service doit mettre à jour ses déficiences

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

A.1. Het aantal asielzoekers in België is de jongste jaren enorm toegenomen doordat de trage procedure om als vluchteling erkend te worden louter als middel werd gebruikt om hier legaal te kunnen verblijven.

A.2. Door een toevloed van asielzoekers, waarvan het aantal nu gestegen is tot gemiddeld 3 000 per maand, zijn ook de kosten voor opvang en begeleiding en de duur van de behandeling van de aanvragen uit de hand gelopen.

A.3. De sinds 1 juni 1993 geldende vernieuwde asielwetgeving biedt geen onmiddellijke oplossing voor het immense probleem van de 35 000 momenteel in behandeling zijnde asielaanvragen.

A.4. De combinatie van de versnelde asielprocedure en de recente inhaalmechanismen, zoals de aanwerving van bijkomend personeel voor de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, zal het aantal afgewezen asielaanvragen opdrijven en bijgevolg de aanwezigheid van illegalen doen toenemen.

A.5. Hoe efficiënter de asielprocedures in de ons omringende landen worden, des te aantrekkelijker wordt België als toevluchtsoord voor asielzoekers.

A.6. Het uitblijven van een consequent uitwijzingsbeleid en een doordachte ontradingspolitiek, werkt de toevloed in de hand van vreemdelingen, die vaak via netwerken naar hier worden gedirigeerd.

B. Om al die redenen verzoekt de Kamer van volksvertegenwoordigers de regering spoedig een urgentieprogramma voor het probleem van de asielzoekers en de illegale vreemdelingen in België uit te voeren, dat de volgende maatregelen omvat.

B.1. Met betrekking tot het probleem van de globale achterstand van 35 000 dossiers :

— de door de regering vooropgestelde duur van de asielprocedure (6 maanden, waarvan 2 maanden voor de ontvankelijkheid en 4 maanden voor het onderzoek ten gronde) moet effectief nageleefd worden;

— de Dienst Vreemdelingenzaken moet onmiddellijk de bijlage 26ter (het bevelschrift het grondgebied te verlaten na ongunstig advies van de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen) betekenen;

— de nodige middelen en mensen moeten ingezet worden voor het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en de Dienst Vreemdelingenzaken;

— de Dienst Vreemdelingenzaken moet gereorganiseerd worden, met de nodige waarborgen voor een efficiënte werking. Een spoedige en grondige doorlichting moet de interne gebreken van die dienst aan

internes et indiquer les remèdes à appliquer afin d'en rationaliser le fonctionnement;

— la Commission permanente de recours doit être supprimée, ainsi que le Gouvernement l'a proposé dès 1991.

B.2. En ce qui concerne le problème des nouveaux demandeurs d'asile :

— les demandeurs d'asile qui ne disposent pas des documents requis pour pouvoir pénétrer sur le territoire doivent se présenter à la frontière en qualité de demandeur d'asile;

— au cours de la procédure d'examen de la recevabilité de la demande, il faut assurer aux demandeurs d'asile un accueil humain dans des centres d'accueil fermés de la catégorie A, c'est-à-dire des centres pourvus des équipements nécessaires pour un séjour de deux mois, étant entendu qu'il convient d'utiliser des infrastructures existantes telles que les casernes;

— au cours de la procédure d'examen de la demande sur le fond, il faut assurer aux demandeurs d'asile un accueil humain dans des centres ouverts, c'est-à-dire des lieux de résidence fixes qu'ils peuvent quitter et où ils peuvent rentrer librement. Si un demandeur d'asile disparaît de ces centres sans laisser de traces au cours de cette phase de la procédure, il peut se voir refuser le statut pour cette raison;

— tant que la procédure en matière d'asile n'a pas abouti à une reconnaissance du statut de réfugié, le demandeur d'asile ne peut obtenir d'autorisation de travail (permis de travail ou carte professionnelle);

— l'accélération de la procédure et l'aménagement d'un nombre suffisant de centres d'accueil fermés doivent permettre de faire en sorte que seuls les demandeurs d'asile reconnus, c'est-à-dire les réfugiés, se dispersent sur le territoire.

B.3. En ce qui concerne le problème des demandeurs d'asile déboutés et des illégaux :

— il faut exécuter la loi autorisant le maintien des illégaux et des demandeurs d'asile déboutés en un lieu déterminé et leur transfert dans des centres d'accueil fermés de la catégorie B, c'est-à-dire équipés pour un bref séjour, dans l'attente de leur rapatriement;

— il faut conclure de nouveaux accords bilatéraux ou multilatéraux avec les pays d'origine des étrangers non autorisés à séjourner dans notre pays en vue de leur rapatriement et de leur accueil sur place, la priorité devant être accordée aux pays pour lesquels la Belgique consent des efforts particuliers en matière de coopération au développement;

— il faut rapatrier les illégaux collectivement, au besoin de force;

— il faut réorganiser en profondeur l'Office des étrangers afin qu'il puisse s'acquitter effectivement de ces tâches.

B.4. En ce qui concerne le problème de la dissuasion :

— il faut adapter dès à présent la loi afin que, conformément aux conventions de Schengen et Dublin, les demandeurs d'asile qui ont pénétré sur le

het licht brengen en de remedies voor een rationalisatie aanwijzen;

— de Vaste Beroepscommissie moet afgeschaft worden, zoals de regering al voorstelde in 1991.

B.2. Met betrekking tot het probleem van de nieuwe asielzoekers :

— asielzoekers, die niet over de vereiste documenten beschikken om het grondgebied te betreden, moeten zich als asielzoeker aanmelden aan de grens;

— tijdens de ontvankelijkheidsprocedure moet voor asielzoekers in een humane opvang worden voorzien in gesloten opvangcentra « categorie A », dit wil zeggen met de nodige voorzieningen voor een verblijf van een tweetal maanden, waarbij men een beroep doet op de bestaande infrastructuur, bijvoorbeeld legerkazernes;

— tijdens de procedure ten gronde moet voor de asielzoekers in een humane opvang worden voorzien in open opvangcentra, dit wil zeggen vaste verblijfplaatsen waar ze wel vrij in en uit mogen bewegen. Indien ze tijdens deze fase van de procedure spoorloos uit de centra zouden verdwijnen, kunnen ze om die reden geweigerd worden;

— zolang de asielprocedure niet uitloopt op een erkenning mag de asielzoeker geen werkvergunning (arbeidskaart of beroepskaart) kunnen krijgen;

— de versnelde procedure en de inrichting van voldoende gesloten opvangcentra moeten het mogelijk maken dat alleen de erkende asielzoekers, zijnde de vluchtelingen, zich over het grondgebied verspreiden.

B.3. Met betrekking tot het probleem van de afgewezen asielzoekers en de illegalen :

— de wet moet uitgevoerd worden die toelaat de illegalen en afgewezen asielzoekers vast te houden en over te brengen naar gesloten opvangcentra « categorie B », dat wil zeggen met voorzieningen voor een kort verblijf, in afwachting van de repatriëring;

— nieuwe bilaterale of multilaterale akkoorden moeten gesloten worden met de landen van herkomst van niet-verblijfsgerechtigde vreemdelingen voor repatriëring en opvang aldaar, met nadruk op de landen waar België een bijzondere inspanning op het vlak van de ontwikkelingssamenwerking voor doet;

— illegalen moeten in groep, desnoods gedwongen, gerepatriëerd worden;

— de Dienst Vreemdelingenzaken moet grondig gereorganiseerd worden om die taken effectief te kunnen uitvoeren.

B.4. Met betrekking tot het probleem van de ont-rading :

— de wet moet nu al aangepast worden, opdat, overeenkomstig de conventies van Schengen en Dublin, asielzoekers die via een ander EG-land zijn

territoire par un autre pays de la CE soient automatiquement renvoyés dans ce pays;

— il ne peut y avoir de réexamen de la demande émanant d'un demandeur d'asile qui fait l'objet d'une décision négative dans un autre pays de la CE, et ce, conformément aux conventions précitées;

— l'asile doit être demandé immédiatement à la frontière, sans quoi la demande est automatiquement déclarée irrecevable par l'Office des étrangers;

— le ministre de la Justice doit donner les instructions nécessaires aux parquets afin que les « importateurs » d'étrangers, les pourvoyeurs de main-d'œuvre, les employeurs occupant des illégaux et les propriétaires malhonnêtes soient réellement punis;

— l'interdiction d'occuper des étrangers séjournant illégalement dans le pays doit faire l'objet d'un contrôle plus strict;

— la lutte contre les filières de transport d'illégaux et de recrutement de clandestins doit être organisée au niveau européen et international.

B. 5. En ce qui concerne les mesures transitoires :

— des mesures doivent être prises afin que le retard dans l'examen des dossiers soit entièrement résorbé d'ici 1995;

— les communes atteignant la norme de 3/1000 doivent dès à présent pouvoir refuser l'inscription de nouveaux demandeurs d'asile;

— les communes atteignant la norme de 2/1000 doivent pouvoir refuser l'inscription de nouveaux demandeurs d'asile à partir du 1^{er} janvier 1994;

— les communes atteignant la norme de 1/1000 doivent pouvoir refuser l'inscription de nouveaux demandeurs d'asile à partir du 1^{er} janvier 1995;

— en ce qui concerne le problème des « demandeurs d'asile de longue durée » dont la demande a été rejetée, il y a lieu d'appliquer, dès que le nombre de demandes aura sensiblement diminué, une procédure administrative de régularisation individuelle. Cette procédure ne pourra toutefois être appliquée qu'à des conditions strictes, par exemple dans le cas où la durée de la procédure a été particulièrement longue ou dans le cas où l'intéressé a un casier judiciaire vierge, une bonne connaissance de la langue de la région et une activité professionnelle régulière;

— au cours de la phase transitoire, une autorisation de travail doit pouvoir être délivrée, dans des cas particuliers, aux demandeurs d'asile dont la demande a été déclarée recevable.

22 septembre 1993.

binnengekomen, automatisch worden teruggestuurd naar dat EG-land;

— geen nieuw onderzoek van de asielaanvraag mag begonnen worden voor asielzoekers met een negatieve uitspraak van een ander EG-land, eveneens overeenkomstig de bovengenoemde conventies;

— aan de grens moet onmiddellijk asiel gevraagd worden, zoniet wordt de aanvraag automatisch onontvankelijk verklaard door de Dienst Vreemdelingenzaken;

— de minister van Justitie dient aan de parketten de nodige instructies te geven voor een effectieve bestraffing van « invoerders » van vreemdelingen, koppelbazen, werkgevers die illegalen tewerkstellen en huisjesmelkers;

— op het verbod vreemdelingen tewerk te stellen die illegaal in het Rijk verblijven moet strenger toegezien worden;

— de netwerken voor transport van illegalen en voor clandestiene tewerkstelling moeten via een Europese en internationale aanpak bestreden worden.

B. 5. Met betrekking tot de overgangsmaatregelen :

— maatregelen moeten ertoe leiden dat het aantal dossiers volledig verwerkt is in 1995;

— de gemeenten die de 3/1000-norm halen moeten kunnen weigeren de asielzoekers nog in te schrijven vanaf vandaag;

— de gemeenten die de 2/1000-norm halen moeten kunnen weigeren nog asielzoekers in te schrijven vanaf 1 januari 1994;

— de gemeenten die de 1/1000-norm halen moeten kunnen weigeren nog asielzoekers in te schrijven vanaf 1 januari 1995;

— met betrekking tot het probleem van de afgevoerde « asielzoekers van lange duur » dient, van zodra het aantal aanvragen aanzienlijk is gedaald, een administratieve procedure van individuele regularisatie worden toegepast. Dit mag maar het geval zijn onder strikte voorwaarden, zoals een buitengewoon lange procedureperiode, een blanco-strafregister, behoorlijke kennis van de streektaal en een regelmatige beroepsactiviteit;

— tijdens de overgangsfase moet, in bijzondere gevallen, een werkvergunning kunnen worden toegekend aan asielzoekers van wie de aanvraag onontvankelijk verklaard is.

22 september 1993.

E. BEYSEN
P. DEWAELE